

TRANSCRIPTION DU PODCAST

Un avenir énergétique durable pour l'Afrique

Titre de l'épisode : L'accès universel à l'énergie et la lutte contre le changement climatique sont-ils des objectifs compatibles ?

Invités : Laura Cozzi et Carol Mungo

Date d'enregistrement : juin 2023

Lien vers le podcast : <https://on.soundcloud.com/cq3xe>

| | |
|------------------|---|
| Christine Juta : | <p>Bienvenue dans un avenir énergétique durable pour l'Afrique. Une série de podcasts proposée par l'Ecole Africaine de Régulation (ASR). L'ASR vise à être un centre d'excellence pour des discussions indépendantes et un échange de connaissances. Notre objectif est d'améliorer la qualité de la réglementation et de la politique énergétique africaine. Ce podcast réunira des experts en énergie et des leaders émergents de l'énergie pour discuter de sujets d'actualité d'intérêt pour le secteur de l'énergie sur le continent africain au cours de plusieurs épisodes. La première saison du podcast se concentre sur l'accès à l'énergie, le principal défi immédiat auquel est confronté le secteur énergétique de nombreux pays d'Afrique. Nous explorons si l'accès universel à l'énergie d'ici 2030 est possible en Afrique. Je m'appelle Christine Juta, votre animatrice dans cette série de podcasts, je suis une professionnelle de l'énergie propre avec un fort engagement à faire progresser l'accès universel à l'énergie vers une croissance économique durable en Afrique.</p> <p>Le sujet du débat d'aujourd'hui est intéressant, étant donné la contribution du secteur électrique aux émissions de carbone, l'accès universel à l'énergie et les objectifs compatibles avec la lutte contre le changement climatique. Je suis accompagné de Laura Cozzi, qui fait partie de l'équipe de direction de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et a été nommée modélisatrice énergétique en chef de l'agence en 2018. En tant que modélisatrice énergétique en chef, Mme Cozzi supervise le travail de l'agence sur les perspectives et les prévisions. Elle est notamment responsable du Word Energy Outlook, la publication phare de l'AIE. Laura, merci de vous joindre à nous et bienvenue dans l'émission.</p> |
| Laura Cozzi : | Merci beaucoup, Christine, de m'avoir invité et d'avoir l'AIE dans l'émission. Merci. |
| Christine Juta : | Ma première question pour vous est la suivante: la transition énergétique vers l'énergie propre est un phénomène mondial. Quels sont ses objectifs? Et ces mesures répondent-elles aux défis auxquels est confronté le secteur énergétique africain ? |
| Laura Cozzi : | Merci Christine. Je pense que c'est une question incroyablement, incroyablement d'actualité. En fait, je ne suis pas sûr que nous puissions vraiment dire qu'il existe une transition énergétique mondiale, chaque pays souhaite parvenir à une énergie abordable, sûre et propre pour ses |

| | |
|------------------|--|
| | <p>citoyens. Et ce que l'on constate, c'est qu'on assiste à une convergence assez incroyable de plusieurs choses à la fois. Tout d'abord, nous assistons à une réduction des coûts pour des technologies énergétiques propres très importantes. Ceux-ci incluent l'énergie solaire, les batteries, les pompes à chaleur, etc. Dans le même temps, on constate qu'un nombre croissant de pays mettent en place des politiques très fortes pour favoriser la transition énergétique propre. Enfin, nous constatons des prix très élevés des combustibles fossiles pour plusieurs raisons. Ces trois éléments réunis ont donc marqué pour nous 2022 comme une année record en matière d'énergie propre à l'échelle mondiale. Peut-être, permettez-moi de vous donner ici quelques chiffres, qui sont importants pour planter le décor que nous avons vu en 2022. L'énergie solaire a augmenté de 40 % à l'échelle mondiale, ce qui constitue un record mondial incroyable en l'espace de trois ans seulement, de 2020 à 2023. En 2020 Les ventes mondiales de véhicules électriques n'ont représenté que 4 % des ventes de nouveaux véhicules. Et nous espérons que cette année, près d'une voiture sur cinq vendue dans le monde sera électrique. De la même manière, nous constatons que les pompes à chaleur sont vendues dans le monde à des niveaux record et que le nucléaire revient avec beaucoup d'intérêt. Ainsi, depuis la loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis jusqu'à « Repower » de l'UE » dans le cadre de paquet 55 de l'Union européenne, en passant par la transformation verte au Japon, l'énorme poussée de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie, en faveur de l'énergie propre, nous nous attendons à ce que les investissements dans l'énergie propre atteignent plus de 2 000 milliards d'euros en 2030. Et c'est une excellente nouvelle. Cela dit, il est important de comprendre ce qui se passe en Afrique en même temps. Ce que nous constatons en Afrique, c'est une incroyable soif d'investissement dans l'énergie, y compris dans les énergies propres. Pour moi, il existe un chiffre assez choquant, qui est le suivant. Aujourd'hui, en Afrique, nous investissons environ 3 % des investissements énergétiques mondiaux. Mais l'Afrique, vous le savez mieux que moi, abrite 18 % de la population mondiale. Il existe donc un incroyable déséquilibre dans le montant des investissements qui affluent vers les pays africains dans le domaine de l'énergie en général, et dans les énergies propres en particulier, ce qui fait que le continent souffre d'un accès insuffisant à l'énergie pour les personnes, pour les communautés, mais aussi pour que l'industrie puisse prospérer. Il s'agit donc d'une priorité absolue qui doit être abordée au niveau mondial pour que l'Afrique et sa population puissent prospérer à l'avenir.</p> |
| Christine Juta : | <p>Merci pour cette contribution très perspicace, Laura. Et je pense que vous venez d'aborder ce qui alimente ma prochaine question, vous avez vraiment exprimé le défi majeur auquel le continent africain est confronté, à savoir qu'il existe « une soif d'investissement dans le secteur énergétique », comme vous le dites, et les chiffres ne semblent pas bons, 3 % de l'investissement mondial dans l'énergie contre une population mondiale importante, et aussi une population qui compte une population</p> |

| | |
|----------------------|--|
| | <p>importante sans accès à l'énergie. Cela dit, une transition énergétique propre est-elle compatible avec un accès accéléré à l'énergie en Afrique ? Ou s'agit-il d'objectifs concurrents ?</p> |
| <p>Laura Cozzi :</p> | <p>Permettez-moi d'être très clair. Pour moi, la réponse est évidente . Les deux objectifs sont complètement, complètement alignés. Maintenant, permettez-moi d'expliquer pourquoi nous avons commencé à suivre ici à l'Agence internationale de l'énergie en 2000, combien de personnes, pays par pays, n'ont pas accès à l'électricité, n'ont pas accès à des moyens de cuisson propres? Lorsque j'ai commencé à travailler ici à l'AIE, c'était à peu près à cette époque. Et l'économiste en chef de l'époque, qui est l'actuel directeur exécutif de l'AIE, demandait si nous préparions un document sur le monde émergent et l'importance de ce dernier, et en particulier de l'Afrique et de l'énergie, et il a dit : pouvez-vous s'il vous plaît analyser dès le début, combien de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Et nous avons commencé à examiner ce chiffre, et ce chiffre n'était pas là. Il y avait donc à l'époque un problème incroyable, qui n'est pas complètement résolu aujourd'hui : le manque d'informations pour les décideurs politiques mondiaux sur le secteur énergétique africain et sur son accès. Nous faisons donc d'énormes progrès à l'échelle mondiale dans ce domaine. Mais l'information et la présentation d'informations claires aux décideurs politiques sont essentielles. Donc, si je reviens aux données, en 2000, plus de 500 millions de personnes en Afrique n'avaient pas accès à l'électricité.</p> <p>Et malheureusement, année après année, après année, après année, nous suivions ces chiffres, ces chiffres augmentaient, grandissaient, grandissaient, grandissaient. Et nous placions ce chiffre autant que nous le pouvions, en première ligne des perspectives énergétiques mondiales qui sont publiées chaque année, rappelant au monde que nous entrions dans une tendance très insoutenable. Puis en 2013, 2014 pour la première fois, nous avons en fait constaté un pic du nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité en Afrique, et nous y sommes retournés pour essayer de comprendre pourquoi cela se produit ? Nous avons donc en 2013 610 millions de personnes n'ayant pas accès à l'électricité en Afrique, puis nous avons l'impression que certains pays constataient d'énormes progrès, il y a le Kenya, l'Éthiopie, le Ghana, un certain nombre de pays qui investissaient vraiment dans les ressources, en ayant un plan gouvernemental très, très clair pour parvenir à une électrification complète, en mettant en place un cadre réglementaire très important pour l'école, un cadre réglementaire approprié pour commencer à attirer des investissements dans une combinaison de solutions réseau et hors réseau. Et ce que nous constatons, c'est que ces pays qui se portent bien, nous avons un certain nombre de pays qui se portent bien en Afrique. Cela s'est produit en grande partie grâce aux énergies renouvelables. Pourquoi ? Très simple. Vous disposez d'incroyables ressources hydroélectriques, l'une des meilleures au monde et les meilleures ressources solaires au</p> |

monde. 60% des meilleures ressources solaires se trouvent sur le continent africain. Maintenant, c'est une excellente nouvelle. Mais ensuite nous avons examiné d'autres chiffres. Et nous regardons combien d'énergie solaire est actuellement installée en Afrique. Et je ne pouvais pas croire ce chiffre. Le chiffre est que l'énergie solaire installée en Afrique aujourd'hui, avec une population de plus d'un milliard de personnes, est la même que celle des Pays-Bas. Il y a donc une énorme, énorme inégalité qui doit être corrigée, parce que l'Afrique possède les ressources et le meilleur potentiel, ce que nous devons débloquer, ce sont les investissements. Notre analyse montre très clairement que le moyen le moins coûteux d'accéder au plein accès dans les pays africains est d'utiliser les ressources dont dispose l'Afrique. Et les plus grandes ressources dont dispose l'Afrique sont, dans de nombreux cas, renouvelables. L'hydroélectricité est le solaire, dans certains cas l'énergie éolienne, c'est une combinaison d'extension du réseau. Ces investissements doivent donc être menés en premier lieu, et environ la moitié de ces investissements seront consacrés à des connexions hors réseau. Mais cela n'est pas en contradiction avec la transition vers une énergie propre et va de pair. Je voudrais maintenant dire quelques mots sur la cuisson propre, dont on ne parle pas beaucoup, mais qui devrait l'être, comme c'est le cas. Ce qui se passe, certaines des communautés très, très importantes qui se trouvent dans les zones rurales où les femmes et les enfants passent des heures, quelques heures par jour pour aller chercher le bois de chauffage. Ensuite, vous commencez à cuisiner dans de nombreux cas, bien sûr, avec de graves conséquences sur la santé et la respiration, mais aussi, franchement, pour le fait que les femmes pourraient utiliser ce temps de différentes manières pour s'intégrer dans la société. Maintenant, ce qui se passe en matière de cuisson propre, c'est que ces pays pensent à l'Inde, à l'Indonésie. L'Indonésie, qui connaissait une situation similaire à celle de nombreux pays africains aujourd'hui, où la biomasse et d'autres formes de cuisson où les combustibles et les technologies étaient les plus importants, a réussi à trouver une solution plus durable en optant pour le GPL, le gaz de pétrole liquéfié. L'Afrique devrait absolument suivre le même type de trajectoire. Dans de nombreux cas, nous entendons dire que de nombreux bailleurs de fonds ont des difficultés à s'engager dans cette voie. Parce que, entre autres, le GPL est bien entendu une ressource fossile et n'est pas considéré comme bon pour le climat. Mais ici, nous devons vraiment comprendre de quoi nous parlons. Tout d'abord, les émissions du GPL sont minimales. Mais il est également important de mettre en perspective les émissions provenant de la coupe des forêts et de l'utilisation de combustibles, voire de la combustion de la biomasse, qui émettent du méthane. Cela présente également des avantages positifs en matière de gaz à effet de serre, même si vous utilisez des combustibles fossiles. Aussi, je dirais que dans l'ensemble, tout d'abord, nous devrions regarder sous le bon angle pour l'Afrique, qui concerne les gens ; et aussi en termes de compétitivité

| | |
|------------------|--|
| | économique. Cela signifie que l'accélération de l'accès à l'énergie et les objectifs de transition énergétique propre vont réellement de pair. |
| Christine Juta : | Merci pour ça. Vous avez abordé un sujet très intéressant. Je sais que vous avez mentionné le GPL dans le contexte de la cuisson propre. Je suis curieuse de savoir, selon vous, quel est le rôle du gaz dans la transition énergétique de l'Afrique au sens large ? |
| Laura Cozzi : | <p>Merci, Christine, d'avoir soulevé ce point car je pense que c'est un sujet tout aussi extrêmement important que nous avons abordé très, très clairement, dans notre focus sur les perspectives de l'Afrique que nous avons publié. L'année dernière, notre directeur exécutif a eu le plaisir de discuter avec plusieurs dirigeants africains à l'occasion de l'Union africaine, qui est devenue l'un des sujets les plus brûlants du débat mondial sur l'énergie. Et la raison est la suivante : de nombreux pays européens ont commencé à considérer l'Afrique comme une source de nouveau gaz pour remplacer le gaz russe. Or, si l'on regarde à nouveau la situation en Afrique, il y a aujourd'hui environ 5 000 milliards de mètres cubes de gisements de gaz non exploités en Afrique. Et aujourd'hui, l'Afrique représente, et a représenté au cours des dernières années, seulement 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui, honnêtement, n'est rien. Et de plus en plus, je pense que vous pouvez vous porter garant et je suis presque sûr que de nombreux autres collègues d'Afrique vous expliqueront qu'aujourd'hui, bien que le continent soit celui qui émet le moins d'émissions au monde, c'est celui qui souffre déjà le plus des impacts très visibles sur le changement climatique, allant d'énormes vagues de chaleur qui ont un impact très, très négatif sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Donc 3% des émissions à ce jour, la responsabilité de l'Afrique dans le changement climatique mondial est faible mais revenons au gaz. Si l'Afrique était en mesure d'attirer tous les investissements nécessaires pour produire toutes les ressources gazières qui ont été découvertes, ces 3 % passeraient à moins de 3,5. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle question qui a des implications pertinentes à l'échelle mondiale sur le climat, mais d'une question de développement pour l'Afrique. Et même si nous sommes entièrement d'accord, et je viens de le dire plus tôt, sur le fait que les énergies renouvelables seront dans de nombreux cas la source la moins chère, elles représenteront 60 % des augmentations de capacité à l'avenir en termes de production d'électricité, l'Afrique, pour prospérer, n'a pas seulement besoin d'électricité, elle a besoin de combustible pour construire du ciment, les villes de l'avenir ont une population en pleine croissance, c'est la population la plus jeune du monde.</p> <p>Il y a un besoin de ciment, un besoin d'engrais, absolument crucial pour l'avenir, car le changement climatique ne s'arrêtera pas demain. Pour rendre les aliments résilients, les engrais sont essentiels. Et le gaz est essentiel pour produire des engrais. La sécurité du gaz et du carburant pour l'Afrique va donc être extrêmement importante. Troisièmement, une</p> |

| | |
|------------------|---|
| | <p>question extrêmement importante dont l'Afrique devra discuter sera celle de l'eau et du dessalement de l'eau. De nombreux pays devront dessaler l'eau pour garantir un besoin très, très fondamental, à savoir l'accès à l'eau potable pour la population, et le gaz naturel fera partie de cette solution. Ainsi, dans notre analyse, le gaz naturel fait partie de la matrice énergétique de l'Afrique, et pour ceux qui craignent que le développement du gaz naturel en Afrique soit en contradiction avec la solution globale au changement climatique, nous répondons que le gaz naturel est un élément essentiel de la matrice énergétique de l'Afrique. N'oublions pas que les données de 3,3 % passent à 3,5 %. C'est donc l'analyse très claire que nous avons présentée l'année dernière et qui restera valable.</p> |
| Christine Juta : | <p>Vos observations sont très intéressantes, Laura. Je pense que l'un des points clés que vous avez soulignés au cours de notre discussion est que l'Afrique dispose d'un vaste potentiel de ressources, depuis les ressources hydroélectriques jusqu'à l'énergie éolienne et solaire. Quels sont les goulots d'étranglement et les obstacles qui doivent être réduits pour accélérer les progrès en matière d'accès à l'électricité ? Puisque, comme vous l'avez mentionné, les investissements dans l'énergie en Afrique sont limités.</p> |
| Laura Cozzi : | <p>Je voudrais revenir sur ce que j'ai dit au début, il y a une soif d'investissement et la communauté mondiale doit s'unir pour s'assurer que ces investissements affluent en Afrique, en particulier pour que nous puissions obtenir le plein accès, le continent africain a besoin 25 milliards de dollars américains par an. Or, les gens qui écoutent ce podcast ne savent peut-être pas combien coûtent 25 milliards de dollars américains par an. C'est infime, ce n'est rien pour le secteur énergétique mondial. Cet investissement correspond à un grand projet GNL, un grand projet de gaz naturel liquéfié, aujourd'hui complexe, dans les économies avancées, dont la réalisation est d'environ 25 milliards par an. Nous disons donc que ce dont nous avons besoin pour que l'Afrique dans son ensemble résolve l'accès à l'électricité et la cuisson propre, un besoin très, très fondamental, nous aurions besoin d'attirer chaque année des investissements équivalents à un grand projet de GNL. Est-ce faisable ? Bien sûr, c'est le cas. Alors que devons-nous faire ? Il y a deux questions clés pour nous. La première est le coût du capital. Malheureusement, depuis la COVID, nous constatons que le coût du capital, notamment dans les énergies propres augmente, et malheureusement cela l'impact des investissements Afrique.</p> <p>Les personnes qui souhaitent investir dans l'accès aux énergies propres et à l'énergie en général sont confrontées à un coût du capital très élevé, plusieurs fois supérieur à celui des économies avancées.</p> <p>Les personnes qui souhaitent investir dans l'accès aux énergies propres et dans l'énergie en général sont confrontées à un coût de capital très, très</p> |

| | |
|------------------|---|
| | <p>élevé, plusieurs fois supérieur à celui des économies avancées. Et cela rend clairement le projet plus coûteux, rend l'électricité moins abordable et décourage certains des investissements très critiques qui sont nécessaires. Il va donc y avoir ici à Paris un sommet très important organisé par le président Macron sur le financement, nous travaillons pour faire en sorte que le coût du capital pour l'Afrique soit discuté de front car c'est le premier obstacle pour s'occuper du second. Ce dont l'Afrique a besoin, ce sont des investissements du secteur privé. Il y aura donc, très peu d'argent, de l'argent du gouvernement sans aucune condition. Il est donc nécessaire de repenser le fonctionnement du financement concessionnel, car nous devons multiplier cette très petite somme d'argent qui viendra des fonds climatiques, par tous les types de fonds qui entreront en jeu dans la transition. Nous continuerons donc à travailler pour attirer l'attention des dirigeants mondiaux sur ces chiffres. Ainsi, par exemple, nous avons un observatoire du coût du capital sur notre site Web. J'invite tous ceux d'entre vous qui travaillent dans le secteur de l'énergie et qui sont intéressés par la réglementation à l'utiliser et à la présenter aux dirigeants pour leur dire que ce n'est tout simplement pas juste, nous devons travailler pour réduire ce coût du capital et réfléchir à la manière de faire fonctionner les financements concessionnels de la meilleure façon possible.</p> |
| Christine Juta : | <p>Merci beaucoup, Laura, cela a été une discussion très intéressante, vous soulevez tellement de points intéressants. Nous pourrions poursuivre cette discussion plus longtemps. Mais je vous remercie vraiment beaucoup d'avoir pris le temps de répondre à ces questions. C'est des questions pertinentes, importantes, surtout pour l'Afrique. Et comme vous l'avez dit, les objectifs globaux en matière de changement climatique et la transition énergétique propre pour l'Afrique sont des objectifs compatibles et complémentaires. L'avenir n'est donc pas sombre. Merci beaucoup pour votre temps.</p> |
| Laura Cozzi : | <p>Merci beaucoup Christine. Et bonne chance avec cette série de podcasts très importante et tout le travail que fait Ecole Africaine de Régulation. Merci.</p> |
| Christine Juta : | <p>Merci. Notre deuxième invitée pour cet épisode est Carol Mungo, chercheuse au Programme sur l'énergie et le changement climatique du Stockholm Environment Institute pour l'Afrique. Carol a de l'expérience dans le domaine de la durabilité environnementale, du changement climatique et de l'énergie durable au Kenya et en Tanzanie. Carol, merci de vous joindre à nous et bienvenue dans l'émission.</p> |
| Carole Mungo : | <p>Merci beaucoup Christine. Et bon après-midi de Nairobi.</p> |
| Christine Juta : | <p>Ma question pour vous, Carol, est très intéressante. Compte tenu de la tension apparente entre la poursuite de l'accès à l'énergie et la lutte contre le changement climatique. L'Afrique peut-elle combler l'écart d'accès à l'énergie tout en luttant contre le changement climatique ?</p> |

| | |
|----------------|---|
| Carole Mungo : | <p>Merci Christine. Et merci beaucoup de m'avoir invité dans ce podcast. C'est donc effectivement une question intéressante.</p> <p>Il s'agit d'une question litigieuse et de ce que vous appelleriez-une tension qui survient autour de ces deux thèmes ou domaines importants de la région ? Le fait que vous souleviez cette question et que cela provoque des tensions, des conflits ou des débats dans de très nombreux espaces signifie qu'il s'agit effectivement d'une discussion importante à avoir. Cela signifie en effet qu'il y a quelque chose qui est en train d'être fait qui va dans une direction qui attire l'attention du monde sur la manière dont nous poursuivons exactement ces deux objectifs très importants et intégraux sur le continent ? Ce que je dirais, c'est que je serais très optimiste quant à la capacité de l'Afrique à combler l'écart d'accès à l'énergie tout en luttant contre le changement climatique. La raison en est qu'il existe deux objectifs très distincts en matière d'énergie : l'objectif numéro sept et l'objectif numéro treize. L'objectif numéro treize est ce que nous appelons des objectifs complémentaires, tout comme bon nombre des dix-sept objectifs que nous avons définis.</p> <p>Le fait que ces deux éléments se complètent clairement est que sur le continent, comme nous le voyons, une grande partie de la population a toujours un accès peu fiable à l'électricité et pas plus qu'aux services énergétiques. La pauvreté énergétique est une réalité, les statistiques actuelles faisant état de 600 millions de personnes sans accès à l'électricité et de 700 millions d'autres sans accès à des moyens de cuisson propres. Ces statistiques montrent donc que près de la moitié de la population africaine s'efforce de passer à l'étape suivante de l'échelle énergétique ou a l'intention de le faire.</p> <p>C'est pourquoi il est très important pour nous de voir exactement comment le continent se développe et comment nous allons procéder, étant donné que nous avons de très vastes possibilités d'expansion et de croissance dans la région et de voir exactement quelle est la trajectoire économique du continent, ce qui nous donne l'occasion d'identifier comment nous avons exploité ces deux possibilités.</p> <p>Comment développer les différents secteurs complémentaires utilisant ou en associant des sources d'énergies renouvelables ?</p> <p>Comment pouvons-nous garantir que le secteur manufacturier du pays ou des différents pays est alimenté ou complété par des énergies renouvelables qui sont abondantes sur le continent ? Nous pouvons également nous pencher sur la question de savoir comment promouvoir l'efficacité énergétique sur le continent ? L'efficacité énergétique est, en effet, une deuxième opportunité que nous pouvons examiner dans le secteur du bâtiment (aussi dans la rénovation) mais aussi dans le secteur des transports. Et c'est une fois de plus l'occasion de voir comment pouvons-nous garantir que les bâtiments construits sont aussi économes en énergie que possible, comment pouvons-nous garantir que la rénovation est également effectuée de manière à réduire la consommation d'électricité, d'eau et tous les autres composants du bâtiment qui favoriseront l'efficacité. Donc, c'est aussi une autre piste que</p> |
|----------------|---|

nous pouvons envisager. Il s'agit d'une voie qui envisage tous les angles, du côté financier, du côté technologique et du côté capacité des personnes. Deuxièmement, nous examinons également comment le secteur des transports, depuis le secteur des infrastructures jusqu'au secteur technologique, peut continuer à se développer ou continuer à progresser d'une manière qui tient compte des trajectoires résilientes au climat, nucléaires ou à faibles émissions. Le système de transport public dans de nombreuses régions d'Afrique a encore besoin de domaines qui peuvent encore être améliorés, nous pouvons encore faire mieux, nous avons des véhicules très économes en énergie. Nous avons découvert la valeur des véhicules en circulation en raison des émissions qu'ils produisent, des particules qui se répandent dans l'air lorsque vous êtes bloqué dans les embouteillages dans n'importe quel pays d'Afrique, vous pouvez presque en faire l'expérience. Alors, comment pouvons-nous identifier les moyens d'améliorer nos infrastructures et de réduire le nombre de véhicules individuels sur la route. Comment avoir plus de transport commun collective, par exemple des trains efficaces alimentés par des sources renouvelables ? Comment pouvons-nous remplacer ou comment pouvons-nous identifier les endroits où l'opportunité d'immobilité se présente sur le continent. Comme nous le voyons, il s'agit d'un débat en cours, différentes tâches que différentes entreprises introduisent différents types de technologies, par exemple les deux-roues, les trois-roues. Ainsi, le secteur des transports se montre déjà très prometteur en termes de développement de différentes solutions de mobilité. Cependant, cela est directement lié à l'atténuation ou à la réduction des émissions mondiales, comme vous pouvez le voir dans le secteur des transports, tout en disant comment nous pouvons améliorer l'accès à l'énergie, et le secteur des transports et parler de l'immobilité dépend d'un réseau fiable et électricité fiable. Cela nous ramène donc à la discussion que nous avons eue au tout début, à savoir comment garantir un accès fiable à l'électricité, mais cela montre aussi l'opportunité qu'a le continent d'améliorer son accès à l'électricité, de voir comment garantir la fiabilité de cette électricité et l'effet d'entraînement qui en découle va vraiment influencer ou compléter directement le secteur du changement climatique dans le secteur des transports en général (de l'infrastructure à la technologie). Enfin, nous pouvons également mentionner le Stockholm Environment Institute, qui a récemment terminé une étude sur une évaluation intégrée de la pollution atmosphérique et du changement climatique pour le développement durable en Afrique.

Je recommanderais à ces rapporteurs de couvrir l'ensemble du continent, comment l'ensemble du continent peut-il identifier les différents objectifs et cibles et comment y parvenir à partir des 25 secteurs qui seront présents, soit environ 37 secteurs qui ont été identifiés et discutés en profondeur plus loin dans le rapport. Cela peut être quelque chose qui peut réduire ou agir pour atténuer les impacts du changement climatique. 35 de ces secteurs ont été adoptés par la Conférence ministérielle

| | |
|------------------|--|
| | <p>africaine sur l'environnement (CMAE). Et l'un d'eux dont nous pouvons parler ici est le secteur de la cuisine.</p> <p>Ils ont également mentionné comment garantir que les particules produites par le secteur de la cuisine puissent être réduites, en adoptant des technologies et des combustibles plus propres.</p> <p>De nombreuses études et recherches ont été menées et le secteur s'intéresse désormais à la cuisson électrique. Comment la cuisson électrique peut-elle s'intégrer dans le débat sur la fiabilité du réseau électrique et l'accès à une énergie propre et fiable ?</p> <p>Ce ne sont là que de mauvais exemples, mais des exemples qui montrent les façons les plus complémentaires d'aborder la question, et surtout, notre cadre politique et réglementaire, il est très important d'aligner ces politiques importantes que nous avons sur le continent pour s'assurer qu'elles ne déclenchent pas, qu'elles ne mettent pas en pause, ou qu'elles n'encouragent pas la conversation sur la concurrence ou la tension entre les deux secteurs, comme vous pouvez le constater dans un pays qui a une politique ou un plan de développement qui implique l'augmentation de la fiabilité de l'électricité grâce à la cogénération, par exemple, et le plan NDC (les contributions déterminées au niveau national des pays), ou la politique de changement climatique, parle fortement de réduire les émissions de 30 %, ou de X pour cent.</p> <p>Donc, si vous trouvez ces deux politiques, et l'objectif est d'ici 2030 puis 2050, de ces deux plans distincts qui sont vraiment importants pour l'orientation politique du pays, c'est là que se trouve la tension. Il est donc très important d'aligner le cadre politique et le cadre réglementaire, qui constituent les fondements de l'avenir, de la situation actuelle et de l'intervention politique prévue pour ce pays. Cela reflète-t-il à la fois les objectifs climatiques et les problèmes d'accès à l'énergie ? Et de voir comment ils se complètent et de quelle manière les efforts complémentaires ont également porté sur la manière d'attirer des financements ? Comment pouvez-vous attirer des financements de manière à ce qu'ils puissent encourager les deux secteurs à progresser ? Alors oui, il y a une opportunité, le fait que vous en parliez est une très bonne opportunité. Je pense que d'ici à l'examen des objectifs pour 2030, nous pourrons voir comment le secteur s'est développé et comment les deux autres chiffres ont progressé. Et nous pourrons en tirer de nombreuses expériences pour redéfinir exactement ce que nous envisageons lorsque nous discutons de l'accès à l'énergie et de la lutte contre le changement climatique. C'est en Afrique que se trouvent les solutions, c'est en Afrique que se trouvent les opportunités, parce que nous sommes au bon endroit et au bon moment pour voir comment nous pouvons progresser au mieux. Merci beaucoup.</p> |
| Christine Juta : | <p>Merci beaucoup, Carol, pour cette note très complète et optimiste sur ce sujet. J'aimerais remercier nos invités, Laura Cozzi et Carol Mungo pour leur temps et leurs contributions perspicaces. Dans l'épisode d'aujourd'hui, qui suscite la réflexion, nous avons abordé un sujet captivant qui explore la relation entre l'accès universel à l'énergie et la</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>lutte contre le changement climatique. Le déficit d'accès à l'énergie en Afrique et la contribution significative du secteur de l'électricité aux émissions de carbone ont conduit à des discussions sur la compatibilité de ces objectifs et sur les raisons pour lesquelles ils doivent être poursuivis simultanément. En soutenant et en renforçant chacun de ces objectifs, nous pouvons créer un avenir plus durable, plus résilient et plus prospère pour le continent africain. J'espère que nos auditeurs ont apprécié cet épisode sur un avenir énergétique durable pour l'Afrique. Si vous souhaitez écouter plus d'épisodes ou en savoir plus sur l'École Africaine de Régulation, visitez Home Page – African School of Regulation (africanschoolregulation.org)</p> |
|--|--|